

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE
Sur les sites de l'ENAC**

HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version du document	Date de rédaction	Raisons de l'évolution	Auteur
V1	21/07/2022	Version initiale	L.P
V2	06/09/2023	Relecture et adaptations	MPB

	Fonction / Entité	V / A	Visa
Emeline Lacave	Adjointe au chef du département IL	V	
Frédéric Lassimonne	Chef du département IL	A	

Vérification (V) / Approbation (A)

SOMMAIRE

1	Objet et caractéristiques du marché	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Cotraitants et sous-traitants.....	5
2	Formes du marché	5
2.1	Conduite d'opération	6
3	Exercice du contrôle technique	6
3.1	Les intervenants	6
3.2	L'agrément	6
3.3	Les incompatibilités	6
3.4	La Désignation du Contrôleur et de son suppléant	7
3.5	Le remplacement.....	7
3.6	Etendue des missions	7
3.7	Domaines d'intervention	7
3.8	Phasage.....	8
3.8.1	Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIA , APS , APD et PRO) 8	
3.8.2	Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)	9
3.8.3	Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)	9
3.8.4	Phase 4 : assistance à la réception et à la garantie de parfait achèvement (AOR et GPA) 9	
3.9	Livrables	10
3.9.1	Rapport initial et rapport final.....	10
3.9.2	Rapport intermédiaire en phase de conception.....	11
3.9.3	Fondements des avis du contrôleur technique.....	11
3.9.4	Suivi des avis.....	11
3.10	Modalités de présence	11
4	Missions du contrôleur technique.....	12
4.1	Missions de bases	12
4.1.1	Mission L – portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables	12
4.1.2	Mission S - portant sur la sécurité des personnes (STI, SEI, SH)	13
4.2	Missions complémentaires	14
4.2.1	Mission PS - relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme 14	
4.2.2	Mission LE - relative à la solidité des existants	14
4.2.3	Mission Av - relative à la stabilité des avoisinants	15
4.2.4	Mission DEM - relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants.....	15
4.2.5	Mission P1 - relative à la solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés 15	

4.2.6	Mission Hand - relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	16
4.2.7	Mission ENV - relative à l'environnement.....	16
4.2.8	Mission Th – relative à l'isolation thermique et économies d'énergie	16
4.2.9	Mission Ph - relative à l'isolation acoustique (Phh, Pha).....	17
4.3	Missions après travaux.....	17
4.3.1	Mission ATT Hand – relative à l'attestation finale de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées	17
4.3.2	Mission ATRA – relative à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique	18
4.3.3	Mission ATTH – relative à l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique (ATTH)	18
4.3.4	Mission VIEL – relative à la vérification initiale des installations électriques	18
4.4	Missions ponctuelles	19
4.4.1	Mission de conseil	19

1 Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet du marché

L'objet de ce marché concerne l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L111.23 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur des travaux réalisés au sein des sites de l'ENAC. Le classement des bâtiments des sites sont listés en annexe 1. Ces informations sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

Le marché est conclu pour une durée d'un an (1 ans) à compter de sa date de notification et reconduit annuellement par tacite reconduction dans la limite de trois ans (3 ans) supplémentaires maximum.

1.2 Cotraitants et sous-traitants

Par dérogation à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

2 Formes du marché

Le marché est passé nationalement sur l'ensemble des sites ENAC (cf répartition géographique donné à titre indicatif ci-dessous).

Secteur Sud :

- Toulouse
- Muret
- Castelnaudary
- Carcassonne
- Biscarrosse
- Montpellier

A titre d'information, il est indiqué que la grande majorité des prestations seront à réaliser sur le site de Toulouse, pour lequel les pourcentages de rémunération sont demandés, qui fait l'objet d'un plan pluriannuel de rénovation. Des missions pourront néanmoins être réalisées ponctuellement sur les autres sites. A ce titre les candidats devront justifier de leur capacité à pouvoir réaliser les missions sur les autres sites.

Secteur Est :

- St Yan
- St-Etienne de St-Geoirs (Grenoble)

Secteur Ile de France :

- Melun Villaroche

Le département Infrastructure et Logistique du Pouvoir Adjudicateur sera l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché.

Il communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification du marché.

2.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera exécutée par les services de l'ENAC ou par un prestataire extérieur.

3 Exercice du contrôle technique

Les modalités décrites ci-dessous seront communes à toutes les missions.

3.1 Les intervenants

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées pour chaque mission par le Cahier des Clauses Techniques Générales (approuvé par décret n° 996443 du 28 mai 1999) et par les articles de la norme NFP 03-100 citée dans ce même CCTG.

Le prestataire exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, en liaison avec celui-ci, et auprès de tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités et obligations propres de chacun, découlant de leur statut.

3.2 L'agrément

L'activité de Contrôleur technique est soumise à agrément. Cet agrément est délivré par le ministre chargé de la construction, pour une durée maximale de 5 ans.

3.3 Les incompatibilités

Selon l'article R 111-31 du code de la construction et de l'habitation, les personnes et organismes agréés, les administrateurs ou gérants et le personnel de direction de ces organismes, ainsi que le personnel auquel il est fait appel pour les contrôles, doivent agir avec impartialité et n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans le domaine de la construction.

Cette personne ne peut pas, lorsque l'opération excède 760 000 €HT, être chargée d'une autre fonction dans le cadre de la même opération.

Une **personne physique** qui exerce la fonction de contrôleur technique, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée de la fonction de coordonnateur SPS dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil.

La sous-traitance est autorisée à condition que le sous-traitant soit agréé.

Si le titulaire exerce à la date de notification d'un marché subséquent ou d'un bon de commande sur une opération, une mission de contrôleur technique, il poursuit l'exécution de cette mission mais ne pourra recevoir ni bon de commande, ni marché subséquent pour une autre mission sur cette même opération.

3.4 La Désignation du Contrôleur et de son suppléant

Le titulaire devra désigner nominativement le chargé d'affaire et ses collaborateurs soit à la remise de son offre en cas de remise en concurrence ; soit lors de la remise du devis pour la partie à bon de commande.

3.5 Le remplacement

Pour l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confiée, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4 du C.C.A.G. P.I, dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément et organisé de la façon suivante :

- le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;
- le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

3.6 Etendue des missions

Chaque mission débutera dès réception par le titulaire de la notification ou du bon de commande si ceux-ci notifient l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à la personne responsable du marché.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires.

Le Contrôleur Technique n'est, ni soumis à la garantie de parfait achèvement, ni à la garantie de bon fonctionnement. Le contrôleur technique est soumis au même titre que les constructeurs au mécanisme de la garantie décennale, portant sur la solidité de l'ouvrage. Il doit ainsi souscrire une assurance dommage ouvrage.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le contrôleur technique peut être amené à examiner les travaux effectués pendant cette période et formuler un avis. Il peut être sollicité pendant cette période pour remettre un rapport jusqu'à la fin de la levée des réserves et de la visite de la Commission de la sécurité et/ou d'accessibilité.

3.7 Domaines d'intervention

Chaque prestation fera l'objet d'un marché pour une opération de construction/réhabilitation donnée. Cette opération sera désignée lors du marché.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage remettra une fiche d'informations relatives à l'ouvrage reprenant la composition de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, les autres intervenants à l'acte de construire, la désignation de l'ouvrage, son adresse, son usage, son classement, la description de l'opération, la nature des travaux, les dates prévisionnelles de travaux ainsi que le coût prévisionnel des travaux (annexe C2 du décret 99-443 du 28 mai 1999).

3.8 Phasage

La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100 et par les dispositions suivantes.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à :

Informar tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans la mission du contrôleur technique :

Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de la mission et notamment lui communiquer les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charge d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation ;

Prendre toutes les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toutes les difficultés qui feraient obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

Les pièces soumises au contrôleur technique pourront être sur support papier ou dématérialisées.

L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises tels que grues, engins de chantier, échafaudages, ...

Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrage, ni des cotes relatives à leur périmètre, verticalité, horizontalité ou caractéristiques dimensionnelles afférents à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître d'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIA, APS, APD et PRO)

Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)

Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)

Phase 4 : assistance à la réception et à la garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)

3.8.1 Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIA , APS , APD et PRO)

Il appartient au contrôleur technique de vérifier la qualité des documents de conception et procède au premier examen critiques des dispositions techniques du projet.

Il établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise les avis du contrôleur technique sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises.

Dans le cadre de cette mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire. Le contrôleur technique devra mettre à jours ces rapports à la demande du Maître d'ouvrage.

Les documents examinés sont notamment :

- examen de la notice de sécurité et d'accessibilité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- examen des rapports d'étude des sols ;
- examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique...

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques.

Le contrôleur technique informera le maître d'ouvrage des sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

3.8.2 Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)

L'organisme de contrôle procède à une deuxième lecture du projet et effectue un examen complet et critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet : plans, devis, calculs....

Cet examen a lieu avant le début des travaux ou avant ceux qui entrent dans le domaine de sa mission. Le bureau de contrôle n'est pas habilité à prescrire un remaniement des plans : il n'a aucun lien contractuel avec le maître d'œuvre et n'est pas le mandataire du maître de l'ouvrage.

Il établit des AVIS, émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase le bureau de contrôle procède à l'examen :

- des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques.

3.8.3 Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)

Pendant la période d'exécution des travaux, il s'assure notamment que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs s'effectuent de manière satisfaisante.

Le bureau de contrôle doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art. Il doit s'assurer notamment que :

- les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires ;
- la surveillance du maître d'œuvre est bien réelle.

Il ne s'agit que d'un contrôle discontinu, par voie de sondages, de prélèvements et de jalons mais il doit être exercé en temps utile.

Il établit des AVIS émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase, le bureau de contrôle :

- procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- procède à l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques. Le contrôleur technique émettra une synthèse des avis non levés à la demande du Maître d'ouvrage et à minima 1 par mois.

3.8.4 Phase 4 : assistance à la réception et à la garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés emporte vérifications finales en vue de la réception. Le contrôleur procède par examen visuel des parties visibles ou accessibles pendant ou à l'achèvement

du chantier. Le contrôle final est antérieur à la réception mais doit permettre éventuellement au maître de l'ouvrage de faire des réserves.

Dans cette phase, le bureau de contrôle établit le rapport final de contrôle technique (RFCT) fait la synthèse des réserves non levées du contrôleur technique. Ce rapport sera mis à jour après levée des réserves et sur demande de la MOA.

Lorsque les missions auront été demandées, le contrôleur produira également les attestations Handicapés (ATTHAND), thermique (ATTH) et acoustique (ATRA)

Pour les établissements soumis à la visite de la commission de sécurité, le contrôleur technique apporte son assistance pour cette visite. Il établit le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), à destination de la commission de sécurité (obligatoire pour les ERP du 1^{er} groupe).

Un RVRAT sera demandé pour l'ensemble des ERP (y compris 5^{ème} catégorie).

L'ensemble de ces rapports devront être mis à jour à la demande du Maître d'ouvrage.

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés s'étend à la période de garantie de parfait achèvement, telle que prévue par l'article 1792-6 du Code civil. Le contrôleur apporte une assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement par l'examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

3.9 Livrables

Tout au long de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis. Il doit, de plus, rendre compte de son intervention sous forme de rapports.

Les avis et rapports sont adressés par écrit au maître d'ouvrage. Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y figurer, outre l'avis technique proprement dit, la référence de l'opération, la nature de la mission, l'origine et la date du document examiné (ou la date de visite du chantier), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l'ensemble des destinataires par le contrôleur technique.

En théorie, dans toutes les phases du projet, il n'appartient pas au contrôleur technique d'assurer le suivi de ses avis. Néanmoins, il se doit de signaler qu'à sa connaissance, certains avis n'ont pas été suivis d'effet.

C'est au maître d'ouvrage qu'il incombe de faire respecter les avis du contrôleur par l'entreprise. Pour cela le contrôleur technique devra transmettre mensuellement à la maîtrise d'ouvrage une liste récapitulative des avis suspendus ou défavorables.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition obligatoirement au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement. En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers seront limités au maximum. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Les pénalités de retards sur la diffusion de ces livrables sont définies dans le CCAP.

3.9.1 Rapport initial et rapport final

Le contrôleur technique établit le rapport initial à l'issue de la phase de conception, et l'adresse au maître d'ouvrage avant le lancement de la consultation travaux des entreprises. Il s'agit pour le contrôleur de rendre compte de sa mission en phase conception.

Le contrôleur technique établit le pré-rapport final à l'issue des travaux, 14 jours avant les OPR. Le pré-rapport final permet notamment d'intégrer dans les procès-verbaux de réception des travaux les éventuelles réserves qui s'imposent, dans chacun des domaines d'action du contrôleur technique.

Le contrôleur technique remet un rapport final et un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) au maître d'ouvrage à l'issue des opérations préalables à la réception (OPR) ; ces rapports

doivent en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivies d'effet.

Le rapport final et le RVRAT seront mis à jour autant que besoin jusqu'à la levée de l'ensemble des réserves.

3.9.2 Rapport intermédiaire en phase de conception

En amont du rapport initial, le contrôleur technique doit remettre au maître d'ouvrage un rapport à chaque phase de conception.

Un rapport d'avis sur les dossiers de permis de construire ou autre autorisation administrative. A ce titre, il sera demandé la présence du prestataire lors de réunions avec les services instructeurs.

3.9.3 Fondements des avis du contrôleur technique

Le contrôleur fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, et d'autre part sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Le contrôleur technique se réfère, dans ses avis, aux textes et documents suivants, lorsqu'ils existent :

- Textes législatifs et réglementaires ;
- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Textes techniques de caractère normatif (normes françaises y compris les normes transposant les normes européennes, règles et prescriptions techniques (DTU), avis techniques, agréments européens, appréciations techniques d'expérimentation, règles professionnelles).

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que le contrôleur technique, dans ses avis, se borne à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les risques encourus.

3.9.4 Suivi des avis

Tout au long de sa mission, le prestataire assure un suivi de la prise en compte de ses avis par le maître d'œuvre et par les entreprises, notamment par l'examen des documents rectifiés, mais aussi par les visites de contrôle faites sur le chantier.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des avis et des suites données sera tenu à jour et transmis mensuellement au maître d'ouvrage.

3.10 Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le contrôleur technique doit :

- Assister aux réunions de chantier hebdomadaires autant que de besoin et réalise des visites de chantier ;
- Assister aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations en phase conception et réalisation.

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

En outre, la mission de conseil ponctuel s'applique uniquement aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

NOMBRE MINIMUM DE REUNIONS EN PHASE CONCEPTION		
Montants prévisionnels des travaux	< 100 000 €HT	2
	100 001 à 210 000 €HT	2
	210 001 à 500 000 €HT	2
	500 001 à 1 000 000 €HT	3
	1 000 001 à 3 000 000 €HT	4
	3 000 001 à 6 000 000 €HT	5
	> 6 000 000€ HT	6

NOMBRE MINIMUM DE VISITES EN PHASE TRAVAUX	
Contrôles sur chantier et réunions de mises au point	1 tous les 15 jours et autant que de besoin. La présence sera obligatoire en cas de demande du maître d'ouvrage.

Les marchés subséquents ou les bons de commande pourront prévoir des nombres de visites et de réunions différents selon les opérations. En cas de silence du marché subséquent ou du bon de commande sur ces points, le cadre général de l'AC s'appliquera.

4 Missions du contrôleur technique

Les interventions qui pourront être confiées au Contrôleur Technique concernent les missions suivantes :

NB : Les descriptifs suivants ne sont donnés qu'à titre indicatifs et les missions données au contrôleur technique devront répondre en totalité à la norme NFP 03-100.

4.1 Missions de bases

4.1.1 Mission L – portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptible de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociable qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipements suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipements indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

Le contrôle est limité à la solidité de ces ouvrages mais cela implique une vérification :

- De l'adaptation du mode de fondation à l'ouvrage et au terrain ;
- De la stabilité et de la résistance mécanique des ouvrages ;
- Du risque de déformation excessive par rapport à la réglementation en vigueur ;
- De l'étanchéité du clos et du couvert.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

La mission s'exerce conformément aux dispositions du présent document et de la NF P03-100, avec des précisions, si nécessaires, à l'appui du bon de commande.

4.1.2 Mission S - portant sur la sécurité des personnes (STI, SEI, SH)

La mission S porte sur les dispositifs des constructions, ouvrages et équipements visés du point de vue de la sécurité des personnes par la législation ou la réglementation applicable à l'ouvrage du fait de sa destination telle qu'elle résulte du permis de construire. Le contrôleur technique doit signaler toute erreur de conception même si aucune disposition législative ou réglementaire n'a été violée.

Font partie de la mission du Contrôleur Technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- Les garde-corps et fenêtres basses ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;

...

Au titre de la mission S, la solidité n'est pas contrôlée. La mission S ne porte pas :

- Dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipements existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux ;
- Sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux ;
- Sur les biens meubles.

Des annexes aux bons de commande peuvent apporter, le cas échéant, les précisions nécessaires compte tenu de la destination et des caractéristiques de l'ouvrage. Ils précisent notamment, dans le cas des ERP et IGH (immeuble grande hauteur), les conditions d'établissement des rapports de vérifications réglementaires après travaux.

Selon l'activité abritée par le bâtiment, la mission S sera spécifiée selon la répartition suivante :

Bâtiments classés code du travail	STI
Laboratoires	
Installation classée pour la protection de l'environnement	SEI
Bâtiments IGH	
Bâtiments ERP	SH
Bâtiments d'habitation	

4.2 Missions complémentaires

L'article 5 de la norme NFP 03-100 donne la liste des missions de contrôle technique complémentaires des missions de bases.

4.2.1 Mission PS - relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées.

Pour certains bâtiments, le contrôleur technique doit mener une mission PS obligatoire en accompagnement des missions L et S selon les risques que comportent les bâtiments et les zones de sismicité :

- Immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres par rapport au niveau du sol situés dans les zones de sismicité 4 ou 5;
- Bâtiments appartenant aux catégories d'importance III et IV situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5:
 - Catégorie d'importance III : bâtiments dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;
 - Catégorie d'importance IV : bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques: fondations, ossature, façades...

Le contrôleur technique doit en outre établir l'attestation de prise en compte des règles parasismiques en amont du projet (dépôt de permis de construire) et en aval (achèvement des travaux). Il doit y attester de la prise en compte des règles de construction parasismique à ces deux stades du projet.

Livrables à produire en fin de mission :

- Attestation de prise en compte des règles parasismiques.

4.2.2 Mission LE - relative à la solidité des existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

4.2.3 Mission Av - relative à la stabilité des avoisinants

Cette mission est un complément aux missions de base lorsque l'intervention sur un ouvrage crée un risque pour les voisins.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Un avoisinant est un bâtiment (pas une chaussée ou des réseaux) contigu à l'ouvrage objet de la construction.

Le Maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrières, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

4.2.4 Mission DEM - relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission DEM, sont exclusivement ceux qui, découlant des travaux de démolition des ouvrages existants, sont susceptibles de compromettre la solidité des ouvrages avoisinants.

Les ouvrages avoisinants concernés par la mission sont les bâtiments contigus aux ouvrages à démolir.

La mission porte sur les aléas découlant de la réalisation des démolitions d'ouvrages existants, et s'étend aux travaux de confortation des immeubles voisins, entrepris préalablement ou postérieurement aux démolitions.

4.2.5 Mission P1 - relative à la solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés

La mission P 1 s'exerce exclusivement en complément de la mission L.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

Cette mission concerne les éléments d'équipement non indissociables notamment les menuiseries intérieures, les cloisons, les revêtements intérieurs, les garde-corps...

Les éléments ou ouvrages non indissociables sont ceux qui peuvent être dissociés des fonctions structurelles ou de clos et couvert sans leur porter préjudice.

Livrables à produire en fin de mission :

- Avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires de solidité des

équipements non indissociablement liés

4.2.6 Mission Hand - relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre ou réduire l'accessibilité du bâtiment aux personnes handicapées.

La réglementation impose, pour certains types d'établissement, l'accessibilité aux handicapés (logements, établissements recevant du public, établissements recevant des travailleurs).

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Livrables à produire en fin de mission :

- Avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'accessibilité handicapé

4.2.7 Mission ENV - relative à l'environnement.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV, sont ceux qui, générateurs d'incendie ou d'explosion, découlent des défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

Livrables à produire en fin de mission :

- Avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à la protection de l'environnement.

4.2.8 Mission Th – relative à l'isolation thermique et économies d'énergie

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

Cette mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire, la ventilation ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, les équipements d'éclairage.

Cet examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Le maître de l'ouvrage communique :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;

- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

Livrables à produire en fin de mission :

- Avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

4.2.9 Mission Ph - relative à l'isolation acoustique (Phh, Pha)

On distingue les missions Phh, pour les habitations qui possèdent un référentiel réglementaire spécifique, des missions Pha, pour les autres bâtiments.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le Maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescription réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

La mission ne comporte pas la réalisation des mesures acoustiques sauf pour les opérations de logements neufs comportant plus de 10 logements.

En l'absence, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

Elle comporte les ouvrage et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique. La protection contre les bruits du voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Les éléments vérifiés sont les planchers, murs, gaines, revêtements, menuiseries...

Livrables à produire en fin de mission :

- Avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent, ou aux prescriptions contractuelles, relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

4.3 Missions après travaux

4.3.1 Mission ATT Hand – relative à l'attestation finale de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Réalisé à l'achèvement des travaux, l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées vise à remplir les obligations du maître d'ouvrage fixées par l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette attestation s'applique sur les bâtiments d'habitation et les établissements recevant du public. Elle est établie conformément aux annexes de l'arrêté du 22 mars 2007.

L'attestation indique les règles qui sont respectées par les travaux, en tenant compte des dérogations éventuellement obtenues du préfet par le maître d'ouvrage, et les règles qui ne sont pas respectées. L'attestation précise alors quel ouvrage, quel aménagement ou quel équipement est concerné et elle fait éventuellement un commentaire.

L'attestation indique si nécessaire les lieux ou les locaux qui n'ont pu être visités, et fait tout commentaire général utile à l'appréciation des faits constatés.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification de l'accessibilité.

4.3.2 Mission ATRA – relative à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique

Réalisé à l'achèvement des travaux, l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique vise à remplir les obligations du maître d'ouvrage fixées par l'arrêté du 27 novembre 2012 fixant les dispositions prises pour l'application du décret n°2011-604 du 30 mai 2011 et de l'article R*111-4-2 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles acoustiques.

Cette attestation s'applique sur les bâtiments d'habitation neufs dont le permis de construire a été demandé à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'attestation indique les règles qui sont respectées par les travaux, en tenant compte des dérogations éventuellement obtenues du préfet par le maître d'ouvrage, et les règles qui ne sont pas respectées. L'attestation précise alors quel ouvrage, quel aménagement ou quel équipement est concerné et elle fait éventuellement un commentaire.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification du respect de la réglementation acoustique

4.3.3 Mission ATTH – relative à l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique (ATTH)

Réalisé à l'achèvement des travaux, l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique vise à remplir les obligations du maître d'ouvrage fixées par le décret du 15 avril 2012.

Cette attestation s'applique sur les bâtiments réhabilités dont le permis de construire ou la déclaration préalable a été demandé à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'attestation indique les règles qui sont respectées par les travaux, en tenant compte des dérogations éventuellement obtenues du préfet par le maître d'ouvrage, et les règles qui ne sont pas respectées. L'attestation précise alors quel ouvrage, quel aménagement ou quel équipement est concerné et elle fait éventuellement un commentaire.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification du respect de la réglementation thermique

4.3.4 Mission VIEL – relative à la vérification initiale des installations électriques

La vérification initiale des installations électriques est prévue par l'article R4226-14 du code du travail.

Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application. Elle suit les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Le contrôleur devra une vérification exhaustive de l'ensemble des installations pour lesquelles la missions VIEL a été demandée.

Les rapports sont établis à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ces rapports doivent permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations.

Ils doivent localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Lorsque les vérifications ne portent pas sur la totalité des installations par suite d'impossibilité matérielle (impossibilité de mise hors tension, inaccessibilité, etc.), les parties de l'installation non vérifiées et les motifs précis de non-vérification doivent être clairement signalés et récapitulés en tête des rapports.

Le rapport sera mis à jour par le contrôleur après levée des réserves par les entreprises.

Livrables à produire en fin de mission :

- Les rapports de vérification initiale des installations électriques.

Cette liste ne présente pas un caractère limitatif

4.4 Missions ponctuelles

4.4.1 Mission de conseil

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires, et du cadre du marché passé.